

OPERATION**CONSTRUCTION DE 28 MAISONS INDIVIDUELLES**

Rue Henry Brun et rue Wiener
54 100 NANCY

MAITRISE D'OUVRAGE**LE NID**

26 Boulevard du 21^{ème} RA
54 000 NANCY

**MAITRISE D'OEUVRE****BURO 3**

6, Rue du Pont Moreau
57 000 Metz



PHASE DCE		C.C.T.P.
LOT N° 10 REVÊTEMENTS SOLS STARTIFIES		Indice : B
B	05/07/2023	Màj allotissement + CSPS
A	19/06/2023	Seconde émission suite à remarques LE NID
0	09/06/2023	Première émission
Indice	Date	

Sommaire

1.	CLAUSES ET PRESCRIPTIONS GENERALES.....	5
1.1.	OBJET DU CCTP	5
1.1.1.	Allotissement des ouvrages.....	5
1.1.2.	Maitre d’Ouvrage (MO)	5
1.1.3.	Acteurs du Projet.....	6
1.2.	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)	7
1.2.1.	Caractère non limitatif du C.C.T.P.	7
1.2.2.	Caractère non limitatif de la D.P.G.F.	7
1.2.3.	Présentation et articulation du présent document.....	7
1.3.	DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS.....	7
1.3.1.	Documents généraux.....	7
1.3.2.	Autres documents	8
1.4.	CLAUSES ET PRESCRIPTIONS DIVERSES	8
1.4.1.	Contenu des prix.....	8
1.4.2.	Prestations dues par l'entreprise	8
1.4.3.	Connaissance des lieux.....	9
1.4.4.	Liaisons entre les corps d'état	9
1.4.5.	Vérifications des plans - Malfaçons.....	9
1.4.6.	Plans de détail	10
1.4.7.	Conformité à la réglementation " Sécurité incendie "	10
1.5.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES.....	10
1.5.1.	Règles d'exécution générales	10
1.5.2.	Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux.....	10
1.6.	PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	11
1.7.	SAUVEGARDE DES CONSTRUCTIONS.....	12
1.8.	DOCUMENTS FOURNIS.....	12
1.9.	DOCUMENT A FOURNIR AVANT EXECUTION	12
1.10.	DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION.....	13
2.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....	14
2.1.	DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS.....	14

2.1.1.	Eurocodes	14
2.1.2.	Règles de calcul	14
2.1.3.	DTU et normes.....	14
2.1.4.	Classement UPEC.....	16
2.1.5.	Autres documents techniques.....	16
2.1.6.	Règle acoustique	17
2.1.7.	Règle thermique	17
2.1.8.	Législation sur l'accessibilité aux handicapés.....	17
2.2.	CONNAISSANCE DU PROJET	17
2.3.	IMPLANTATION ET PIQUETAGE.....	17
2.4.	TROUS, SCELLEMENTS ET TOUTES RÉSERVATIONS.....	18
2.5.	FOURNITURES ET MATERIAUX	18
2.6.	PRESCRIPTIONS D'EXÉCUTION ET DE MISE EN OEUVRE.....	18
2.6.1.	Travaux de sols souples	18
2.6.2.	Travaux préparatoires	18
2.6.3.	Enduit de lissage et de ragréage autolissant.....	19
2.6.4.	Mise en œuvre des sols plastiques.....	20
2.6.5.	Mise en œuvre des sols textiles	21
2.6.6.	Mise en œuvre de sols caoutchouc.....	23
2.6.7.	Mise en œuvre de sols linoléum	24
2.6.8.	Tolérance	25
2.6.9.	Protections	25
2.7.	RECEPTION DES SUPPORTS	25
2.8.	LIMITE DE PRESTATIONS	26
2.8.1.	Limite des autres lots	26
2.8.2.	Travaux divers à la charge du présent lot	26
3.	DESCRIPTION DES OUVRAGES.....	27
3.1.	DOSSIER D'EXECUTION ET INSTALLATION DE CHANTIER	28
3.1.1.	Documents à fournir.....	28
3.1.2.	Protection des ouvrages.....	28
3.1.3.	Protection des sols	28
3.1.4.	Moyens de levage et plateforme de travail	28
3.1.5.	Nettoyage du chantier.....	28
3.1.6.	Ouverture et fermeture du chantier	28

3.2.	REVETEMENTS SOUPLES DES LOGEMENTS	29
3.2.1.	Enduit de lissage	29
3.2.2.	Revêtements de sol stratifié.....	30
3.2.3.	Plinthes blanches.....	30
3.2.4.	Seuils assortis	30
3.3.	EVACUATION DES DECHETS	31

1. CLAUSES ET PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1. OBJET DU CCTP

Les prestations à la charge du présent lot comprennent tous les travaux de sols souples, ainsi que tous les travaux annexes et accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite d'œuvre dans le cadre des pièces contractuelles et de la réglementation en vigueur.

Ces travaux s'inscrivent dans le projet de construction de 28 maisons individuelles :

**Rue Henry Brun et rue Wiener
54 100 NANCY**

Il a pour but l'énumération des obligations particulières et certaines prescriptions relatives aux matériaux et ouvrages auxquelles les Entrepreneurs devront se soumettre. Il complète également les plans fournis dans le dossier de consultation.

Il convient toutefois d'insister sur le fait que les indications des plans, du C.C.T.P. ou de toute autre pièce du dossier de consultation, n'ont pas de caractère limitatif et que, par suite, l'Entrepreneur devra exécuter comme étant compris dans son marché, tous les travaux que les usages de la profession indiquent comme nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage. Il doit, en particulier, tenir compte de toutes les prescriptions imposées par les décrets et arrêtés concernant la construction.

L'ouvrage est prévu livré pour être utilisé à bonne fin et en parfait état de propreté.

1.1.1. Allotissement des ouvrages

Les ouvrages seront séparés en plusieurs lots :

- Lot 01 – Gros œuvre - Fondations
- Lot 02 – Charpente Couverture et Etanchéité
- Lot 03 – Façades
- Lot 04 – Menuiseries extérieures
- Lot 05 – Serrurerie
- Lot 06 – Plâtrerie / Faux plafonds
- Lot 07 – Menuiseries intérieures
- Lot 08 – Peinture / Revêtements muraux
- Lot 09 – Carrelages Faïences Chapes
- Lot 10 – Revêtements de sols stratifiés
- Lot 11 – Chauffage / CVC
- Lot 12 – Plomberie
- Lot 13 – Electricité
- Lot 14 – VRD
- Lot 15 – Espaces Verts

1.1.2. Maître d'Ouvrage (MO)

Le Nid

26 Boulevard du 21^{ème} RA

54 000 NANCY

Tél : 03 83 36 42 20

Mail : technique@le-nid.fr

1.1.3. Acteurs du Projet

Architecte :

ARTECH ARCHITECTES

4 Rue Henry Maret

57 000 METZ

Tél : 03 87 63 59 40

Mail : artech-concept@wanadoo.fr

BET Structure GO :

QUB STRUCTURES

6 Rue de Haute Rive

57 070 METZ

Tél : 03 87 38 59 60

Mail : f.kurkiewicz@qubstructure.fr

BET VRD :

SEFIBA

2 Rue de Crédence

54 600 VILLERS-LES-NANCY

Tél : 03 83 40 43 01

Mail : sefiba@sefiba.com

Economiste :

SARL BURO 3

6 Rue du Pont Moreau

57 000 METZ

Tél : 03 54 73 70 71

Mail : contact@buro3.eu

Bureau de contrôle (BCT) et Coordination SPS :

BTP CONSULTANTS

92b Boulevard de la Solidarité

57 070 METZ

Tél : 03 72 39 54 63

Mail CT : claire.bodeux@btp-consultants.fr

Mail CSPA : didier.golfouse@btp-consultants.fr

1.2. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

1.2.1. Caractère non limitatif du C.C.T.P.

Le C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans, la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Le présent document a pour objet de décrire, d'une manière aussi précise que possible, la nature et la position des ouvrages à exécuter concernant les travaux du présent. Toutefois ce cahier ne peut prétendre à la description absolument détaillée et exhaustive de toutes les opérations à effectuer. L'entrepreneur devra, par ses connaissances professionnelles, apprécier l'étendue de son intervention. Il ne pourra en aucun cas arguer d'une erreur d'interprétation ni se prévaloir d'omissions ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les travaux nécessaires à la parfaite et complète exécution des ouvrages.

1.2.2. Caractère non limitatif de la D.P.G.F.

Il est bien précisé que les quantités figurant dans les D.P.G.F. remis aux entreprises avec le dossier d'appel d'offres, sont données à titre purement indicatif et que les entreprises doivent les vérifier de manière à remettre un prix global et forfaitaire sous leur entière responsabilité.

Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une erreur éventuelle dans les quantités indiquées dans le dossier d'appel d'offre.

1.2.3. Présentation et articulation du présent document

Le présent document est présenté et articulé comme suit :

- 1.0. - Clauses et prescriptions générales
- 2.0. - Prescriptions techniques particulières
- 3.0. - Devis descriptif et de position

Les clauses et prescriptions énoncées en 1.0. et 2.0. ont un caractère général, et elles demeurent implicitement applicables dans le cas de variantes ou d'ouvrages modifiés le cas échéant. Les différents chapitres ci-dessus du présent document ont un caractère complémentaire, et ils ne pourront en aucune façon, en cas de divergences éventuelles, être opposés entre eux.

1.3. DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

1.3.1. Documents généraux

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) donne la liste des documents contractuels applicables à l'exécution du présent marché, et parmi ceux-ci, les documents techniques.

Ces documents techniques ne sont pas dans le C.C.A.P. nommément désignés pour chacun des corps d'état, mais l'entrepreneur est contractuellement réputé :

- Connaître parmi ces documents tous ceux spécifiques aux travaux de son Lot, ainsi que ceux qui le cas échéant auraient trait à certains travaux de son marché non concernés par les

documents spécifiques à son lot, et plus particulièrement tous les documents C.C.T.G. ou D.T.U., les Normes Françaises pour le bâtiment et les cahiers du C.S.T.B.

- Être en possession de ces documents et en avoir une parfaite et complète connaissance.

1.3.2. Autres documents

Documents autres que fascicules du C.C.T.G. ou D.T.U. et Normes, à savoir :

- Avis techniques du C.S.T.B. pour tous les matériaux et procédés "non traditionnels", entrant dans les travaux du présent lot.
- Prescriptions de mise en œuvre du fabricant pour tous les matériaux pour lesquels elles existent, entrant dans les travaux du présent lot.

Pour les prestations n'entrant pas dans le domaine d'application des documents ci-avant, et à défaut de documents techniques précisant les conditions, règles et prescriptions d'exécution, l'entrepreneur devra, dans la mesure du possible, traiter ces travaux par analogie avec les conditions, règles et prescriptions énoncées par le fabricant.

1.4. CLAUSES ET PRESCRIPTIONS DIVERSES

1.4.1. Contenu des prix

Le "prix global forfaitaire" comprendra implicitement tous les frais d'installations et d'organisation de chantier, les frais de consommation d'eau, d'électricité, etc..., les frais consécutifs à la réglementation sur l'hygiène et la sécurité du chantier, les frais d'études, de compte prorata, d'assurances, etc ..., ainsi que tous les autres frais quels qu'ils soient, relatifs à l'exécution des travaux.

Seront compris également, toutes les taxes et impôts en vigueur à la date de la remise des offres.

1.4.2. Prestations dues par l'entreprise

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra implicitement :

- La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché
- La fixation par tous moyens de ses ouvrages
- L'enlèvement de tous les gravois de ses travaux
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc ... de ses ouvrages en fin de travaux et après la réception
- La remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc ... nécessaires pour respecter les délais d'exécution
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata
- Et tous autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

1.4.3. Connaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis un acte d'engagement :

- S'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux
- Avoir pris parfaitement connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont rattachées
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, etc ...
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations
- Connaître les disponibilités en eau, en énergie électrique, etc ...

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

1.4.4. Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet, devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

A aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur du présent lot ne pourra se prévaloir d'une absence de coordination ou d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

1.4.5. Vérifications des plans - Malfaçons

Vérifications des plans

Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur est tenu de vérifier les cotes des plans, coupes, etc... et de signaler au Maître d'œuvre toutes erreurs ou omissions qu'il pourrait constater ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer. Il sera responsable des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

Malfaçons

L'entrepreneur est tenu de signaler en temps opportun toutes malfaçons dans les travaux des autres corps d'état qui seraient de nature à lui créer des difficultés dans l'exécution de ses propres ouvrages et de l'obliger à un supplément de fournitures ou de travaux.

Faute par lui de se conformer à cette obligation le Maître d'œuvre pourra le déclarer responsable ou lui faire partager la responsabilité de cette malfaçon avec l'entrepreneur ayant exécuté un travail défectueux, et de lui faire supporter tout ou partie des frais nécessités par la reprise des ouvrages non conformes.

1.4.6. Plans de détail

L'entrepreneur devra établir tous les plans et dessins de détails que le Maître d'œuvre jugera utiles à la bonne exécution des ouvrages.

Ces plans et dessins seront établis d'après le projet du Maître d'œuvre, et devront respecter les dispositions, principes et aspects des plans de ce dernier.

Ces plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres etc... utiles.

1.4.7. Conformité à la réglementation " Sécurité incendie "

Il est rappelé que dans le cadre d'un marché de travaux, l'entrepreneur doit mettre en œuvre des matériaux, produits et composants de construction qui doivent être conformes aux prescriptions contractuelles pour ce qui est de leur provenance, et de leurs qualités, caractéristiques et performances.

Dans le cadre de cette obligation, les entrepreneurs devront, pour tous les ouvrages de leur marché concernés par la Réglementation " Sécurité contre l'incendie ", s'assurer en temps voulu que tous les matériaux, produits et composants de construction ainsi que leur mise en œuvre, répondent bien à ladite Réglementation.

L'entrepreneur devra, le cas échéant, signaler au Maître d'œuvre par écrit, toutes remarques et observations qu'il aurait à formuler à ce sujet.

Dans le cadre de cette obligation les entrepreneurs devront, pour tous les ouvrages de leur marché concernés par la Réglementation " Sécurité contre l'incendie " assurer et garantir une mise en œuvre des matériaux concernés absolument conforme aux conditions de mise en œuvre spécifiées dans les Procès-verbaux d'essai au feu du matériau considéré.

1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

1.5.1. Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art et avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il lui sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, qu'elles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'œuvre, et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

1.5.2. Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours de 1^{ère} qualité, suivant indications de provenance et type du C.C.T.P.

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini dans le présent C.C.T.P. par une marque nommément désignée et la mention " ou équivalent ", l'entrepreneur ; aura la faculté de faire agréer par le Maître d'œuvre un produit d'une autre marque sous réserve que ce produit soit similaire et **équivalent**. En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra substituer un matériau de son choix à un de ceux prévus au présent C.C.T.P. sans accord du Maître d'œuvre.

Prescriptions concernant les matériaux en général

Tous les matériaux seront neufs et de 1^{ère} qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du C.C.T.P., le Maître d'œuvre aura toujours le droit absolu de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Agrément - Essais - Analyses

Pour tous les matériaux et objets fabriqués soumis à un " Avis technique " du C.S.T.B., l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet "Avis technique " et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera tenu de produire à toute demande du Maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

1.6. PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le chantier est soumis en matière de sécurité dans ses différentes phases aux nouvelles dispositions de la loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 et du décret 94-1159 du 26 Décembre 1994.

Cette réglementation vise à l'intégration de la sécurité dès la phase de conception et organise la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé par la nomination de coordinateurs SPS, dont la mission s'exerce lors des phases de réalisation, par la création de plans particuliers d'un Collège interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) si le quota réglementaire est atteint.

Obligation des entreprises :

- Participer activement à cette coordination
- Transmettre au Coordinateur SPS tous les éléments permettant d'établir le Dossier d'intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO) se rapportant à leurs marchés.
- Participer aux réunions d'organisation de la coordination provoquées par le Coordinateur
- Assister à la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le chantier
- Faire approuver son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé avant le début des travaux

- Désigner les représentants de l'entreprise qui devront siéger et participer au Collège interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail s'il en est créé un.

Les prix remis par les entreprises pour leurs ouvrages comprendront les frais dus aux observations directes ou indirectes dans le PGC SPS, ainsi que toutes les dispositions à prendre et ouvrages à réaliser pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes du personnel.

1.7. SAUVEGARDE DES CONSTRUCTIONS

Les travaux de la présente opération sont à réaliser sur des bâtiments existants. L'entrepreneur devra tenir compte des sujétions et obligations spéciales imposées par les conditions particulières du chantier dont notamment la mise en place de toutes protections, de quelque nature que ce soit, nécessaires sur les bâtiments existants ainsi que toutes dispositions pour éviter dans tous les cas tous désordres ou dommages si minimes soient-ils aux existants, tant en cours de travaux qu'après finitions des travaux. Tous ces ouvrages font implicitement partie des prix du marché.

1.8. DOCUMENTS FOURNIS

Le présent descriptif des travaux à réaliser n'est pas limitatif en ce qui concerne sa description, il n'est d'ailleurs donné qu'à titre informatif pour mieux situer les ouvrages. En particulier, les dimensionnement et quantités ne sont donnés qu'à titre indicatif et devront impérativement être vérifiés par l'entreprise qui est tenue d'établir tous les compléments et rectifications éventuels nécessaires et d'en informer le maître d'œuvre.

1.9. DOCUMENT A FOURNIR AVANT EXECUTION

L'entrepreneur attributaire devra dresser et fournir au Maître d'œuvre et le cas échéant au Bureau de Contrôle, avant toute exécution, sans que la liste soit exhaustive, les documents suivants, à savoir :

- Ensemble des plans d'exécution, détails et notes de calculs ;
- Ensemble des plans d'atelier et de chantier ;
- Les avis techniques des procédés ;
- Fiches techniques des matériaux et agréments ;
- Échantillons représentatifs nécessaires aux prises de décisions du maître d'œuvre.
- etc.

Ces éléments seront établis d'après le projet du Maître d'œuvre, et devront respecter les dispositions, principes et aspects des plans de ce dernier. Les plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres etc. utiles.

1.10. DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

L'entrepreneur attributaire devra fournir au Maître d'œuvre pour la réception des travaux, le Dossier des Ouvrages Exécutés comprenant notamment :

- Ensemble des Plans des Ouvrages Exécutés ;
- Les références exactes des matériaux mis en œuvre, avec avis techniques correspondants ;
- etc.

2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

L'entrepreneur devra, dans l'exécution des prestations du présent Lot, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions des documents visés au paragraphe 1.3. ci-avant et plus particulièrement à celles des documents énumérés ci-après.

2.1. DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché.

Nota :

*L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que la liste des **Documents Techniques Contractuels** ci-dessous n'est qu'un simple rappel au présent lot. Chaque soumissionnaire est réputé connaître les dernières MAJ de ces normes et donc celles en vigueur au moment de l'AO du présent projet.*

2.1.1. Eurocodes

Les ouvrages seront dimensionnés suivant les normes Eurocodes.

- Eurocode 5 : Calcul des structures en bois
- Eurocode 8 : Conception et dimensionnement des structures pour leur résistance aux séismes

2.1.2. Règles de calcul

Le titulaire du lot s'engage à respecter toutes les règles de calcul inhérentes à son lot ainsi qu'à celles des autres lots prévus dans ce projet, soit :

- Règles NV 65 (Avril 2000) : Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions
- Règles PS-MI 89 révisées 92 (NF P06-014) (Décembre 1995). Règles de construction parasismique - Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés - Domaine d'application - Conception – Exécution

2.1.3. DTU et normes

- DTU 26.2 : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques
- DTU 53.12 : Travaux de bâtiment - Préparation du support et revêtements de sol souples
- DTU 65.14 : Travaux de bâtiment - Exécution de planchers chauffants à eau chaude
- NF EN 1307+A1 : Revêtements de sol textile - Classement d'usage

Revêtements de sol résilients :

- NF EN 650 : Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur support de jute ou de polyester avec envers en polychlorure de vinyle
- NF EN 12199 : Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc à relief
- NF EN 12466 : Revêtements de sol résilients - Vocabulaire
- NF EN 15398 : Revêtements de sol résilients, textiles, stratifiés et modulaires à verrouillage mécanique (MMF) - Symboles normalisés de revêtements de sol
- NF EN 1816 : Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse avec semelle en mousse
- NF EN 1817 : Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse
- NF EN 16776 : Revêtements homogènes et hétérogènes en polyuréthane - Spécification
- NF EN ISO 4918 : Revêtements de sol textiles, résilients ou stratifiés - Essai à l'appareil à roulettes
- NF EN ISO 16581 : Revêtements de sols résilients - Détermination de l'effet d'un mouvement simulé d'un pied de meuble
- NF EN ISO 24341 : Revêtements de sol résilients et textiles - Détermination de la longueur, de la largeur et de la rectitude des lés
- NF EN ISO 24342 : Revêtements de sol résilients ou textiles - Détermination de la longueur des bords, de la rectitude des arêtes et de l'équerrage des dalles

Revêtements de sol liège :

- NF EN 652 : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur support à base de liège - Spécifications
- NF EN 655 : Revêtements de sol résilients - Dalles d'aggloméré de liège avec couche d'usure à base de polychlorure de vinyle - Spécifications
- NF EN 12103 : Revêtements de sol résilients - Sous-couches en aggloméré de liège - Spécification
- NF EN 12104 : Revêtements de sol résilients - Dalles en aggloméré de liège - Spécifications
- NF EN 12105 : Revêtements de sol résilients - Détermination de la teneur en eau de l'aggloméré de liège
- DIN EN 12455 : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour les sous-couches de composition de liège

Revêtements de sol caoutchouc :

- NF EN 12199 : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc à relief
- NF EN 14521 : Revêtements de sol résilients - Spécification des revêtements de sol lisses en caoutchouc avec ou sans sous-couche en mousse et avec couche décorative
- NF EN 1816 : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse avec semelle en mousse

- NF EN 1817 : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse

Revêtements de sol linoléum :

- NF EN 669 : Revêtements de sol résilients - Détermination de la stabilité dimensionnelle des dalles de linoléum due aux variations de l'humidité atmosphérique
- NF EN 686 : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif sur sous-couche en mousse
- NF EN 687 : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif sur support en composition de liège
- NF EN 688 : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum sur liège

Revêtements de sols sportifs :

- NF EN 14808 : Sols sportifs - Détermination de l'absorption des chocs
- NF EN 14904 : Sols sportifs - Sols multi-sports intérieurs - Spécification
- NF P 90-100 : Sols sportifs - Pistes d'athlétisme et aires d'élan avec revêtement de surface en matériau synthétique - Exigences de construction et contrôles

Isolation acoustique des planchers :

- NF EN ISO 354 : Acoustique - Mesurage de l'absorption acoustique en salle réverbérante
- NF EN ISO 717-1 : Acoustique - Évaluation de l'isolement acoustique des immeubles et des éléments de construction - Partie 1 : isolement aux bruits aériens
- NF EN ISO 10140 : Acoustique - Mesurage en laboratoire de l'isolation acoustique des éléments de construction

2.1.4. Classement UPEC

Les revêtements de sol devront être adaptés à la nature et à l'utilisation des locaux dans lesquels ils sont à poser, selon le classement UPEC.

2.1.5. Autres documents techniques

- Les avis techniques du C.S.T.B. pour ce qui concerne les matériaux et procédés de constructions non traditionnels.
- Les règles professionnelles certification ACERMI (Association pour la certification des matériaux isolants).
- Cahier publié par la Chambre Syndicale des Entreprises d'étanchéité multicouches dans sa dernière édition.
- Toutes les normes françaises applicables à la fabrication des produits proposés dans le cours du présent document.

2.1.6. Règle acoustique

La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA), instituée par les arrêtés de juin 1999 et relative à l'isolement acoustique dans les bâtiments d'habitation, fixe des caractéristiques minimales d'acoustique en tenant compte de nouvelles méthodes de calcul des indices d'évaluation de la qualité acoustique du bâtiment.

2.1.7. Règle thermique

L'ensemble des prestations du présent lot devra être conforme aux prescriptions et aux réglementations concernant la RE 2020 et la prise en compte de ses exigences et méthodes.

2.1.8. Législation sur l'accessibilité aux handicapés

L'entreprise devra prendre en compte toutes les normes concernant les personnes à mobilité réduite (PMR), notamment quant aux positions des portes fenêtres par rapport aux parois adjacentes, la hauteur des seuils des menuiseries pour les terrasses et balcons accessibles, la largeur minimale des accès, etc. (Arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-148 à R.111-18-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitations collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.)

2.2. CONNAISSANCE DU PROJET

Par le seul fait de soumissionner, l'entrepreneur reconnaît qu'il a une parfaite connaissance du projet. Il doit connaître non seulement les pièces contractuelles de son lot, mais également tous documents ayant une incidence sur ses propres travaux à réaliser. Il est réputé avoir pris connaissance des descriptifs des autres corps d'état afin de prévoir les travaux de compléments qui lui incomberaient concernant l'interface entre les différents lots.

Il doit signifier au maître d'œuvre toutes anomalies ou discordances susceptibles d'avoir une influence sur la réalisation des travaux.

Sa proposition sera réputée tenir compte de ces diverses conditions, implicitement, si aucune mention particulière n'accompagne son offre. Il ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et dans le CCTP pourraient se présenter inexacts ou incomplets, et ce après la remise de son offre.

Le présent CCTP et les documents contractuels ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description détaillée de tous les matériaux, ouvrages, détails et accessoires, il reste entendu que seront compris dans le marché forfaitaire non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du marché, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'art, les règlements, les normes en vigueur et les règles élémentaires de l'esthétique.

2.3. IMPLANTATION ET PIQUETAGE

L'ensemble des implantations et piquetages sera à la charge du présent corps d'état, pour ses ouvrages. Ces implantations et piquetages seront à faire agréer par le Maître d'Oeuvre.

2.4. TROUS, SCELLEMENTS ET TOUTES RÉSERVATIONS

L'Entrepreneur du présent lot devra communiquer aux autres corps d'état toutes sujétions de trous, scellements, réservations en temps utile.

Dans le cas où ces réservations n'auraient pas été demandées en temps utile par l'Entrepreneur de second œuvre intéressé, les trous, saignées, feuillures seront exécutés par les entrepreneurs chargés des structures et/ou des supports et seront à la charge de l'Entrepreneur responsable.

2.5. FOURNITURES ET MATERIAUX

L'ensemble des fournitures, matériaux et produits entrant dans la composition des ouvrages seront neufs et de qualité avec indication de leur provenance.

Ils devront répondre aux normes et aux spécifications des documents techniques contractuels.

Les marques de matériaux citées dans le présent descriptif sont indicatives. Les entreprises pourront proposer des matériaux d'autres marques répondant aux exigences du marché.

Les entreprises auront à justifier de la conformité des produits ou services qu'ils proposent aux exigences décrites par les pièces du marché.

2.6. PRESCRIPTIONS D'EXÉCUTION ET DE MISE EN OEUVRE

2.6.1. Travaux de sols souples

Les règles d'exécution et de mise en œuvre sont précisées au D.T.U.

L'entrepreneur devra s'y conformer strictement, sauf spécifications contraires au présent document.

2.6.2. Travaux préparatoires

2.6.2.1. Préparation de support

La préparation des supports se fait de la manière suivante :

- Grattage : le support doit être débarrassé de tous dépôts, déchets pellicules de plâtre enduit de peinture, plaques de laitance.
- Dépoussiérage : le support doit être soigneusement nettoyé et dépoussiéré
- Humidification du support : sauf cas d'utilisation d'un primaire d'adhérence intégré au système, il est recommandé d'humidifier le support par temps chaud ou si le support a été exposé au soleil.

2.6.2.2. Supports neufs en maçonnerie

Chapes rapportées ou incorporées :

Chapes en mortier de ciment, exécutées conformément au DTU 26.2, lequel spécifiera les dispositions en matière d'état de surface requis.

La chape est destinée à recevoir un revêtement de sol collé. L'état de surface obtenu après dressage à la règle, talochage manuel ou mécanique et lissage est fin et régulier.

Enduit de lissage :

Pour les revêtements collés, l'application d'un enduit de lissage est obligatoire avec un produit bénéficiant d'un classement P au moins égal à celui du local. Cet enduit sera exécuté conformément au "Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage de sols intérieurs".

Pour les dalles collées, l'enduit de lissage ou de ragréage autolissant est systématique.

Dans le cas de microfissures et de joints secs ou de joints de retrait du dallage et de fissures préalablement traitées, on doit prévoir un primaire d'accrochage avant exécution de l'enduit.

Dépoussiérage :

Pour les revêtements en lés destinés à la pose tendue sur thibaude, le seul travail préparatoire consiste en un dépoussiérage du support préalablement nettoyé.

2.6.2.3. Supports anciens

Pour la pose sur supports anciens, des dispositions adéquates sont à prendre quant à la reconnaissance des supports existants et aux travaux préliminaires devant permettre l'application du produit de préparation dans les mêmes conditions que sur un enduit de lissage. Pour ces travaux préliminaires de remise en état de support ancien on aura éventuellement recours à un procédé de rénovation bénéficiant d'un Avis Technique favorable spécifique pour cette utilisation.

Des procédés de rénovation des revêtements de sols anciens recourant à des enduits de lissage ont été spécialement étudiés pour être utilisés sur supports porteurs en bois ; ils relèvent de l'Avis Technique.

2.6.2.4. Plats de marche dans les escaliers en maçonnerie

Le lissage de la surface en maçonnerie des plats de marche est effectué au moyen de produits de lissage ciment, dont l'aptitude à l'emploi est reconnue par un Avis Technique assorti d'un classement P3. La mise en œuvre est faite conformément au "Cahier des Prescriptions Techniques des enduits de lissage".

2.6.3. Enduit de lissage et de ragréage autolissant

Les conditions minimales d'emploi des enduits sont fonction du classement du local (par référence au classement UPEC).

Les enduits de lissage seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi, ceux préparés sur le chantier ne seront pas admis.

Tous les enduits de lissage devront faire l'objet d'un avis technique.

Les enduits de ragréage seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi avec avis technique. Tous les enduits de ragréage devront faire l'objet d'un avis favorable valide du CSTB et bénéficier de l'acceptation de garantie.

En local classé P3, l'utilisation d'un système P3 (poudre/primaire d'adhérence) implique systématiquement, avant étalement de l'enduit, l'application du primaire sur le support.

En local classé P2 ou P3, si le support ne présente pas les qualités requises, il pourrait être rendu apte à recevoir l'enduit après un traitement curatif, suivant les prescriptions particulières émises par le producteur de l'enduit.

2.6.4. Mise en œuvre des sols plastiques

La température minimale nécessaire du support et de l'atmosphère pour effectuer la mise en œuvre des revêtements plastiques devra être comprise entre 10 et 18°C selon le type de revêtement utilisé.

Disposition des lés :

L'entrepreneur devra effectuer une étude du calepinage. L'appareillage des lés devra être effectué de façon à minimiser le nombre de joints en bout, compte tenu de la longueur des rouleaux, les joints entre les lés devront, dans la mesure du possible, et compte tenu de la largeur utilisée, être placés en dehors des zones de fort trafic prévisibles, la largeur des lés posés devra correspondre à la largeur de livraison.

La réalisation du joint sera faite par tranchage des deux lisières superposées. Toutefois, les lés pourront être posés bord à bord si ce type de pose est prescrit par le fabricant et confirmé dans l'Avis technique du revêtement, et si l'état des lisières le permet et la jonction entre les lés sera prévue par soudure à chaud.

Les revêtements de sol à motifs répétitifs devront être raccordés de façon à assurer la continuité d'aspect d'un lé à l'autre.

Les lés devront être orientés dans les pièces vers le mur de la fenêtre principale ou dans le sens longitudinal. Dans les couloirs, les lés seront disposés dans le sens de la circulation principale sauf prescriptions particulières.

Disposition des dalles et bandes :

L'entrepreneur devra procéder à une étude d'implantation des dalles ou bandes. L'implantation des dalles devra être telle que la dimension des dalles en rive sera partout suffisante pour permettre un bon collage.

Sauf prescriptions spéciales, les dalles seront très généralement posées à sens contrarié à 90°.

Les dalles pourront être disposées soit selon le principe classique (joints alignés dans les 2 sens) soit avec des joints décalés (coupe de pierre).

Les bandes seront toujours disposées à joints décalés.

Collage :

Le choix de la colle devra toujours être adapté aux particularités du revêtement, aux conditions d'exécution et à l'usage projeté. En fonction du support, les colles à utiliser seront indiquées par le fabricant du revêtement.

Marouflage :

Après affichage, le revêtement devra nécessairement être marouflé en partant du centre des lés et en allant vers l'extérieur, afin d'assurer une bonne adhérence immédiate au support. A l'issue de l'exécution des joints, il sera procédé de plus à un marouflage final à l'aide d'un outil à maroufler

approprié, passé sur la totalité de la surface. Le marouflage permettra de chasser les poches d'air qui nuiraient au transfert de la colle.

Jonction entre les lés, dalles ou bandes :

Les joints des revêtements de sol plastiques entre les lés pourront être réalisés par soudure si le fabricant du produit le préconise et si les locaux l'exigent. Le traitement des joints sera choisi en fonction, d'une part du type de revêtement utilisé et, d'autre part, du classement E recherché.

Traitement des rives :

Dans les locaux non classés E3, et sauf prescriptions particulières du marché ou de l'Avis technique, le revêtement plastique sera simplement arasé avec soin en rives. Pour certains matériaux utilisés en locaux humides, il y aura lieu de prévoir un calfatage en rive. Ce calfatage sera réalisé de la manière suivante : il y aura lieu d'aménager, entre le revêtement et les parois verticales, un espace de 3 mm pour l'application du mastic.

Pour les locaux E3, le traitement des rives se fera de la manière suivante :

- Remontée en plinthe du revêtement soit en arrondi soit en angle droit ;
- Soudure du revêtement à une plinthe plastique manufacturée souple ;
- Soudure du revêtement à une plinthe confectionnée dans le revêtement.

Seuils :

Lorsque les joints de seuils ne pourront être traités par soudure, notamment dans le cas où les revêtements de sols ne seront pas de même nature, un calfatage par mastic sera nécessaire. On procédera également au calfatage autour des pieds d'huissieries avec ce même produit.

Pénétrations :

Il y aura lieu d'assurer un calfeutrement étanche entre les pénétrations de tuyauteries et le revêtement. Ce calfatage sera réalisé soit au moyen d'un mastic entre le revêtement de sol et la base du fourreau de la tuyauterie, soit par un manchon vertical réalisé dans le revêtement de sol et soudé à chaud avec cordon d'apport à sa base avec le revêtement.

Joints de dilatation :

Aux joints de dilatation, l'applicateur du revêtement devra veiller particulièrement au collage du revêtement de part et d'autre du joint, les tranches du revêtement devront être protégées. Deux cas seront à distinguer :

- Joints réalisés par profils scellés dans le gros œuvre, dont la réalisation relèvera de l'entreprise du gros œuvre ;
- Joints réalisés par élément de recouvrement mis en place par le présent lot.

2.6.5. Mise en œuvre des sols textiles

La température minimale nécessaire du support et de l'atmosphère pour effectuer la mise en œuvre des revêtements textiles devra être comprise entre 10 et 18°C selon le type de revêtement utilisé.

Disposition des lés :

L'entrepreneur devra effectuer une étude du calepinage. L'appareillage des lés devra être effectué de façon à minimiser le nombre de joints en bout, compte tenu de la longueur des rouleaux. Les autres modalités de disposition de lés seront laissées à l'appréciation de l'entrepreneur.

Chaque pièce ou local fermé sera considéré séparément.

D'une façon générale, dans un même local et sauf prescription contraire de la part du fabricant, les différents lés seront disposés dans le même sens et proviendront d'un même lot (bain de teinture). Sur les paliers et sur les sols inclinés, le couchant du velours des moquettes à velours coupé devra être orienté dans le sens de la descente.

Les revêtements de sol à décor répétitif devront être raccordés de façon à assurer la continuité d'aspect d'un lé à l'autre.

Pose par collage :

Le choix de la colle devra toujours être adapté aux particularités du revêtement, aux conditions d'exécution et à l'usage projeté. En fonction du support, les colles à utiliser seront indiquées par le fabricant du revêtement.

Pose par tension :

La pose par tension se fera par ancrage soit sur baguettes à griffes, soit clouée.

Les différents travaux de percement ne devront pas endommager les diverses canalisations (eau-gaz-électricité) susceptibles de se trouver dans le sol sous-jacent.

Pose de dalles plombantes :

Les dalles plombantes amovibles doivent être disposées en damier. Toutes les dalles (et découpes de dalles) utilisées doivent être parfaitement planes.

Une fois vérifié le parfait alignement de la première rangée de dalles, le travail se continue généralement par la réalisation d'une autre rangée complète, perpendiculaire à la première.

Les fractions de dalles placées en bordure du local doivent être posées bien serrées entre la plinthe et la dernière dalle entière pour assurer le maintien définitif du revêtement.

Joints de dilatation :

Aux joints de dilatation, les dalles franchissant un joint sont recoupées le long de celui-ci et fixés par collage de part et d'autre.

On peut également faire buter les dalles sur deux profilés fixés au gros œuvre.

Pose en escalier :

Quelle que soit la forme de l'escalier, la pose devra prévoir une réserve de la valeur d'une marche en haut ou en bas de la volée de façon à permettre la montée ou la descente ultérieure du tapis, en particulier la translation des emplacements de nez de marche. Sur le bec de marche, la moquette devra être déroulée dans le sens de fabrication et le couchant du velours de moquettes à velours coupé orienté dans le sens de la descente.

Pose tendue :

- Escalier tournant : le passage devra être centré sur la 1ère marche palière, puis fixé et tendu par clouage ou par ancrage sur bandes sur le fond de la marche suivante. Il devra ensuite être déroulé en respectant l'axe de foulée.

- Escalier droit : le passage devra toujours être centré également de part et d'autre.

Pose par collage :

- Sans profilé de nez de marche. La pose s'effectuera en partant du haut de l'escalier, la coupe du revêtement étant effectuée marche et contremarche ensemble. On procédera ensuite à l'encollage marche par marche. Le revêtement sera appliqué de manière à bien l'assujettir au support.
- Avec profilé de nez de marche. Le découpage s'effectuera marche et contremarche séparément.

2.6.6. Mise en œuvre de sols caoutchouc

Disposition des lés :

L'entrepreneur devra effectuer une étude du calepinage. L'appareillage des lés devra être effectué de façon à minimiser le nombre de joints en bout, compte tenu de la longueur des rouleaux. Les autres modalités de disposition de lés seront laissées à l'appréciation de l'entrepreneur.

La découpe des lés unis se fera en laissant une marge suffisante dans les deux dimensions pour réaliser les joints et les arasements. Pour les lés à motifs, ils seront habituellement coupés avec une marge correspondant à la longueur d'un motif.

Collage :

Les revêtements seront collés en plein sur le support.

Le choix de la colle devra toujours être adapté aux particularités du revêtement, aux conditions d'exécution et à l'usage projeté. En fonction du support, les colles à utiliser seront indiquées par le fabricant du revêtement.

Marouflage :

Après affichage, le revêtement devra nécessairement être marouflé en partant du centre des lés et en allant vers l'extérieur, afin d'assurer une bonne adhérence immédiate au support. A l'issue de l'exécution des joints, il sera procédé de plus à un marouflage final à l'aide d'un outil à maroufler approprié, passé sur la totalité de la surface. Le marouflage permettra de chasser les poches d'air qui nuiraient au transfert de la colle.

Jonction entre lés :

Les joints des revêtements de caoutchouc entre les lés à recouvrement seront réalisés en tranchant le revêtement sur les deux épaisseurs, et celui-ci sera ensuite collé après avoir vérifié que la colle aura été appliquée en quantité suffisante au niveau du joint.

Traitement des rives :

S'il n'est pas prévu de traitement particulier des rives, les revêtements de sol caoutchouc ainsi collés seront arasés en périphérie.

Pose en escalier :

Le découpage et la pose des plats de marches et des contremarches en plein s'effectueront séparément.

Ce type de revêtement sera fixé par collage avec des colles adaptées à cet usage, après application, éventuellement, d'un primaire, suivant préconisation du fabricant.

La pose des nez de marche sera fonction du produit mis en œuvre :

- Nez de marches métalliques : Les nez de marches métalliques avec ou sans bandes antidérapante seront vissés ou collés sur leur support. Le choix du mode de fixation des nez de marches devra tenir compte de la sévérité du trafic.
- Nez de marches souples : Les nez de marches, droits ou corbins en caoutchouc ou en plastique seront fixés par collage avec des colles adaptées à cet usage.

2.6.7. Mise en œuvre de sols linoléum

Disposition des lés :

L'entrepreneur devra effectuer une étude du calepinage. L'appareillage des lés devra être effectué de façon à minimiser le nombre de joints en bout, compte tenu de la longueur des rouleaux. Les autres modalités de disposition de lés seront laissées à l'appréciation de l'entrepreneur.

La découpe des lés unis se fera en laissant une marge suffisante dans les deux dimensions pour réaliser les joints et les arasements. Pour les lés à motifs, ils seront habituellement coupés avec une marge correspondant à la longueur d'un motif.

Collage :

Les revêtements seront collés en plein sur le support.

Le choix de la colle devra toujours être adapté aux particularités du revêtement, aux conditions d'exécution et à l'usage projeté. En fonction du support, les colles à utiliser seront indiquées par le fabricant du revêtement.

Marouflage :

Après affichage, le revêtement devra nécessairement être marouflé en partant du centre des lés et en allant vers l'extérieur, afin d'assurer une bonne adhérence immédiate au support. A l'issue de l'exécution des joints, il sera procédé de plus à un marouflage final à l'aide d'un outil à maroufler approprié, passé sur la totalité de la surface. Le marouflage permettra de chasser les poches d'air qui nuiraient au transfert de la colle.

Jonction entre lés :

Les joints des revêtements de caoutchouc entre les lés à recouvrement seront réalisés en tranchant le revêtement sur les deux épaisseurs, et celui-ci sera ensuite collé après avoir vérifié que la colle aura été appliquée en quantité suffisante au niveau du joint.

Traitement des rives :

S'il n'est pas prévu de traitement particulier des rives, les revêtements de sol caoutchouc ainsi collés seront arasés en périphérie.

Pose en escalier :

Le découpage et la pose des plats de marches et des contremarches en plein s'effectueront séparément.

Ce type de revêtement sera fixé par collage avec des colles adaptées à cet usage, après application, éventuellement, d'un primaire, suivant préconisation du fabricant.

La pose des nez de marche sera fonction du produit mis en œuvre :

- Nez de marches métalliques : Les nez de marches métalliques avec ou sans bandes antidérapante seront vissés ou collés sur leur support. Le choix du mode de fixation des nez de marches devra tenir compte de la sévérité du trafic.
- Nez de marches souples : Les nez de marches, droits ou corbins en caoutchouc ou en plastique seront fixés par collage avec des colles adaptées à cet usage.

2.6.8. Tolérance

Les revêtements de sols finis devront présenter un aspect net et parfaitement fini, sans aucune tache, ni salissure, de couleur et de ton uniformes et réguliers, l'ensemble conforme aux prescriptions du présent CCTP.

Planimétrie générale :

Une règle de 2 mètres, appliquée sur le revêtement de sol et promenée en tous sens, ne devra pas faire apparaître entre les points les plus saillants et les points les plus en creux, un écart supérieur à 3 mm (trois millimètres).

Planéité locale :

Une règle de 20 centimètres appliquée sur le revêtement de sol et promenée en tous sens, ne devra pas faire apparaître entre les points les plus saillants et les plus en creux, un écart de 1 mm.

Alignement :

Une règle de 2 mètres, posée à plat, ne devra pas faire apparaître de différence dans l'alignement des joints supérieurs à 0,5 mm (un demi-millimètre).

Toutes les parties de revêtements de sols accusant des défauts tels que décollements, boursoflures, bosses ou flaches supérieures aux tolérances admises, alignements de joints incorrects, joints ouverts, coupes et ajustages mal réalisés, etc. seront refusées et déposées, et refaites par l'entrepreneur à ses frais.

2.6.9. Protections

A la charge du présent corps d'état toutes protections nécessaires de ses ouvrages jusqu'à la livraison du projet.

Généralement, il n'y aura pas lieu de prévoir de protection particulière du revêtement de sol. Toutefois, si les conditions de terminaison du chantier nécessitaient la pose d'une feuille de protection, celle-ci ne devra être disposée qu'après séchage de la colle.

2.7. RECEPTION DES SUPPORTS

Avant tout commencement de ses ouvrages, l'entrepreneur du présent lot devra réceptionner les supports, en présence du Maître d'œuvre et de l'entrepreneur responsable des supports.

2.8. LIMITE DE PRESTATIONS

2.8.1. Limite des autres lots

L'entreprise aura à prévoir la totalité de ses travaux nécessaires au parfait achèvement et fonctionnement de ses ouvrages à l'exception de certains travaux qui seront réalisés par les autres corps d'état, et en particulier.

Travaux à la charge du lot gros-œuvre

- L'installation de chantier compris clôtures et le remaniement de celles-ci.
- Les traits de niveau
- Les travaux de rebouchage du bullage béton
- Le traitement des fissures et des microfissures dans le cas de supports neufs ou de supports anciens.

Travaux à la charge du lot menuiseries intérieures

- Les travaux d'ajustage éventuel des portes.
- La repose des vantaux après l'intervention des lots de revêtements de sols.

Travaux à la charge du lot plâtrerie

- Le traitement des fissures et des microfissures dans le cas de supports neufs ou de supports anciens.

Travaux à la charge du lot plomberie

- Les découpes et arasement de fourreaux.
- La dépose et la repose des appareils sanitaires si besoin.

Travaux à la charge du lot électricité

- Les liaisons équipotentielles éventuelles.
- Les découpes en cas d'appareillages au sol.

2.8.2. Travaux divers à la charge du présent lot

Toutes les fournitures et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages seront prévus, ce descriptif n'étant pas limitatif. Seront dus également tous les documents graphiques, notes de calculs et essais. D'une manière générale, tous les travaux entraînés par une modification apportée par le titulaire du présent lot à la solution de base faisant l'objet de l'appel d'offres seront obligatoirement exécutés par les titulaires des lots spécialisés sous la responsabilité et à la charge du titulaire du présent lot.

3. DESCRIPTION DES OUVRAGES

Les consommations eau, téléphone et électricité seront imputées au compte prorata ainsi que toute autre prestation que les entreprises souhaiteraient partager d'un commun accord. La gestion du compte-prorata sera réalisée par le lot Gros Œuvre. Le compte prorata prendra en charge les prestations de nettoyage de chantier si les nettoyages individuels n'étaient pas satisfaisants, sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre.

L'ensemble des cotes figurant au présent document sont à vérifier sur site par l'entrepreneur titulaire du présent lot. Des plans d'exécution seront fournis au Maître d'œuvre pour validation avant commande et fourniture.

L'entrepreneur prévoira une visite du site afin de chiffrer tout équipement nécessaire au respect des normes de sécurité incendie des bâtiments d'habitation et d'accessibilité PMR qui ne seraient pas prévus au présent CCTP.

Les travaux seront réalisés sur un terrain vierge de construction.

L'entrepreneur aura à prendre des dispositions particulières, notamment :

- pour garantir la sécurité du chantier et des personnels ;
- pour protéger les voiries.

Il devra notamment :

- assurer l'ouverture et la fermeture du portail de chantier par ses équipes
- prendre toutes les mesures de protections des biens et personnes, maintenir les portes des logements fermées, signaler chacun de leurs ouvriers par le port d'un badge ou d'une tenue comportant le nom de l'entreprise, etc. ;
- informer 48h à l'avance le Maître d'Oeuvre de la durée et de la nature des travaux ;
- assurer une signalisation permanente des zones de travail et des consignes de sécurité ;
- se charger des prises de rendez-vous avec les preneurs pour l'exécution des travaux et leur contrôle avec la maîtrise d'œuvre, etc.

Les prix du Marché sont réputés comprendre toutes ces dispositions particulières.

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge tous échafaudages et autres agrès nécessaires à la parfaite réalisation des travaux, réputés compris dans le prix des ouvrages, en tenant compte des caractéristiques du site et des prescriptions du C.S.P.S.

Les plans d'implantation fournis avec le présent dossier d'appel d'offre, sont donnés à titre indicatif.

L'ensemble des côtes et quantités figurant au présent dossier sont à vérifier par l'entrepreneur titulaire du présent lot. Les plans d'exécution seront réalisés par l'Entreprise, et fournis au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle Technique pour validation avant commande et fourniture.

Aspect et coloris des matériaux au choix du Maître d'Ouvrage dans la gamme complète du fabricant à fournir par l'entreprise, suivant étude chromatique des revêtements de finitions.

3.1. DOSSIER D'EXECUTION ET INSTALLATION DE CHANTIER

3.1.1. Documents à fournir

L'entreprise du présent lot devra la fourniture des **plans d'exécution** et **tous autres documents demandés** (dito titre 1.09 du présent CCTP), à remettre au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle.

Avant la réception des ouvrages, l'Entrepreneur du présent lot devra également remettre au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle le **Dossier des Ouvrages Exécutés** (dito titre 1.10 du présent CCTP) en 3 exemplaires papier et 1 clé USB.

Mode de métré : au forfait.

3.1.2. Protection des ouvrages

Tous les ouvrages seront efficacement protégés durant les travaux. Les ouvrages, avec éclats et autres défauts, seront rigoureusement refusés et remplacés par l'Entrepreneur du présent lot.

Les éléments seront livrés sous protection de film plastique, ou tout autre procédé permettant une protection efficace des surfaces. Cette protection sera maintenue jusqu'à la fin des travaux. L'Entrepreneur du présent lot devra assurer l'enlèvement de la protection et le nettoyage des éléments protégés.

Mode de métré : au forfait.

3.1.3. Protection des sols

Fourniture et pose d'une protection des sols au droit de l'intervention du présent lot. La protection se fera au moyen d'une bâche parfaitement maintenue, même en cas de passage d'autres lots sur cette dernière.

Mode de métré : au forfait.

3.1.4. Moyens de levage et plateforme de travail

Le présent lot aura à sa charge la mise en œuvre de tous les moyens matériels qu'il jugera utile pour la réalisation de ses ouvrages, type moyen de levage ou plateforme de travail.

Ces moyens ne concernent que les travaux prévus au présent lot.

Mode de métré : au forfait.

3.1.5. Nettoyage du chantier

Le présent lot aura à sa charge la mise en œuvre de tous les moyens humains et matériels qu'il jugera utile pour **le nettoyage quotidien de ses zones de travail et l'évacuation chaque soir de ses déchets.**

Ces moyens ne concernent que les travaux prévus au présent lot.

Mode de métré : au forfait.

3.1.6. Ouverture et fermeture du chantier

A compter de l'arrivée de l'entreprise de Peintures sur le chantier, celle-ci aura à sa charge et ce jusqu'à réception complète des ouvrages, l'ouverture et la fermeture du chantier, à savoir :

- Ouverture du portail d'accès au chantier (dans la clôture périphérique) le matin, et fermeture le soir ;
- Ouverture des logements le matin et fermeture à clé le soir une fois les barillets définitifs posés ;
- Ouverture de l'accès chantier dans le bâtiment le matin (porte du Hall par exemple) et fermeture à clé le soir ;
- Fermeture des Menuiseries Extérieures de chaque appartement le soir ;

Mode de métré : *au forfait.*

3.2. REVETEMENTS SOUPLES DES LOGEMENTS

3.2.1. Enduit de lissage

Fourniture et pose d'un produit approprié dit enduit de lissage ou ragréage pour le lissage de la forme en ciment, comprenant :

- Type de produit à employer en fonction de la nature et de l'état du support, de la nature du revêtement de sol prévu, des éventuelles conditions particulières du chantier et du classement UPEC du local considéré à savoir U2sP2E1C0 : il bénéficiera d'un classement « P » au moins égal à celui du revêtement, et il correspondra aux prescriptions du fabricant de revêtement. Tous les enduits de lissage devront faire l'objet d'un Avis Technique ;
- La préparation du support en respectant les règles de l'art (dépoussiérage, grattage et nettoyage fin), le support sera ainsi parfaitement nettoyé ;
- Le traitement des fissures, des joints de dilatation et joints de fractionnement ;
- La primarisation du support, suivant nécessité. Le choix du primaire se fera fonction du type de support, de sa porosité, de la nature du revêtement prévu, des éventuelles conditions particulières du chantier et du classement UPEC du local considéré ;
- Rattrapage des niveaux avec les revêtements des locaux mitoyens par ragréage à base de ciment ;
- L'épaisseur minimale d'application : 4 mm afin de tenir compte des tolérances admissibles
- Avant la pose du revêtement de sol, l'enduit de lissage sera poncé afin d'éliminer la laitance se trouvant en surface, puis aspiré ;
- Compris toutes sujétions pour une parfaite finition de l'ensemble destiné à recevoir un revêtement de sol souple.

NOTA :

Les enduits de lissage seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi, ceux préparés sur le chantier ne seront pas admis.

La quantité de produit à mettre en œuvre sera suffisante et nécessaire pour obtenir la planéité voulue du revêtement de sol fini en partant de l'état et de la planéité du support réceptionné par l'entrepreneur.

L'état de surface après ragréage sera fin et régulier (sans bullage).

Mode de métré : *au m².*

Position : *Pour l'ensemble des travaux des chambres et des dégagements des logements.*

3.2.2. Revêtements de sol stratifié

Fourniture et pose de revêtement de sol stratifié posé sur résilient isophonique.

Résilient isophonique définit comme suit :

- Résilient en mousse de polyester conforme à la nouvelle norme acoustique (NRA) ;
- Résilient placé sous le revêtement avec remontées en plinthe ;
- Performance acoustique minimal : 19 dB.

Revêtement stratifié composé :

- Parquet en lames stratifiées, mise en œuvre sans colle, réalisé à base d'un profil se composant de 4 couches :
 - o Une couche de mélamine extrêmement solide offrant à l'ensemble une résistance sans égale aux diverses agressions de la vie quotidienne et dont la transparence permet au décor d'exprimer toute sa beauté ;
 - o Une couche décorative, composée de décors variés aux motifs plus vrais que nature, préalablement imprégnée de résine ;
 - o Une couche de HDF (High Density Fibreboard) ultra-résistant, dont les particules sont amalgamées au moyen d'une colle spéciale ;
 - o Une couche de contre balancement imprégnée de résine et de mélamine, assurant la stabilité du panneau et garantissant sa parfaite planéité.
- Classe d'usage 21 ;
- Classement UPEC minimum U2sP2E1C0 ;
- Finition vernie en usine ;
- Joints de fractionnement à positionner sous les portes.

Choix de la nature et du coloris par le Maître d'Ouvrage dans la gamme du fournisseur.

Mode de métré : *au m².*

Position : *Pour l'ensemble des travaux des chambres et des dégagements des logements.*

3.2.3. Plinthes blanches

Fourniture et pose de plinthes médium revêtu blanc (finies d'usine), parfaitement corroyées sur faces vues, ajustées au sol et solidement fixées, comprenant :

- Assemblage par rainure et languette, compris coupe à 45° dans les angles ;
- Fixation par collage et pointage ;
- Mise en œuvre d'un quart de rond stratifié en pied de plinthe, section et finition au choix du Maître d'œuvre ;
- Hauteur : 70 mm ;
- Réalisation après pose d'un joint acrylique en partie supérieure entre plinthe et mur et en partie inférieure entre plinthe et revêtement de sol.

Mode de métré : *au ml.*

Position : *Pour l'ensemble des travaux des chambres et des dégagements des logements.*

3.2.4. Seuils assortis

Fourniture et pose de seuils à inox ou aluminium vissé assortis aux sols définis ci-dessus, comprenant :

- Mode de métré :** au ml.
- Position :** Aux changements de nature de sol.

Mode de métré : Au forfait.
Position : Ensemble du chantier.

NOTA : Tout ce qui n'est pas implicitement décrit dans le présent CCTP et qui s'avère nécessaire pour une bonne fin des travaux est à la charge de l'entreprise

Cachet et signature de l'entreprise